



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

**SERVICE DE L'ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE
ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

Circulaire du 29 décembre 2006
Date d'application : 1^{er} janvier 2007

LE GARDE DES Sceaux, MINISTRE DE LA JUSTICE,
à
- pour attribution -
Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel de Nouméa et Papeete,
Messieurs les Procureurs Généraux près lesdites cours,
Monsieur le Président du tribunal supérieur d'appel de Mamoudzou,
Messieurs les présidents des tribunaux de première instance,
Messieurs les Procureurs près lesdits tribunaux,
Mesdames et Messieurs les Présidents des tribunaux administratifs.

- pour information -
Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature,
Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale des Greffes,

et
Mesdames et Messieurs les Bâtonniers des ordres des avocats,
Monsieur le Président du Conseil National des Barreaux,
Monsieur le Président de la Conférence des Bâtonniers.

N° NOR : JUS J 06 90 021 C

TITRE DÉTAILLÉ : Revalorisation du montant de la lettre clé

MOTS CLÉS : Aide juridictionnelle – Lettre clé

TEXTES SOURCES : Loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Ordonnance n°92-1143 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle à Mayotte - Ordonnance n°92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Polynésie Française et dans les îles Wallis et Futuna – Loi n°2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 – Décret n°93-1425 du 31 décembre 1993 relatif à l'aide juridictionnelle en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna - Décret n°92-292 du 2 avril 1996 portant application de l'ordonnance n°92-1143 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle à Mayotte

PUBLIÉE : BO ; Intranet SADJPV.

MODALITÉS DE DIFFUSION : diffusion assurée par le Ministère de la justice aux destinataires mentionnés ci-dessus. Chaque juridiction (CA, TPI) est destinataire.

La présente circulaire a pour objet de vous informer du nouveau montant de la lettre clé servant de base au calcul de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat ou de la personne agréée.

1. Revalorisation du montant de la lettre clé pour la rétribution des avocats ou des personnes agréées effectuant des missions d'aide juridictionnelle à Mayotte

L'article 54 du décret n°96-292 du 2 avril 1996 dispose que la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats qui prêtent leur concours au bénéficiaire de l'**aide juridictionnelle totale** est calculée en fonction du produit d'un coefficient déterminé par nature de procédure et d'une **lettre clé** dont la valeur « est égale au montant de l'unité de valeur de référence » fixée par la loi de finances en application de l'article 27 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

L'article 115 de la loi n°2006-1664 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 fixe le montant de l'unité de valeur de référence à **22,50 € HT** au lieu de **20,84 € HT**.

Ce nouveau montant s'applique à toutes les missions d'aide juridictionnelle achevées à compter du 1^{er} janvier 2007, quelle que soit la date à laquelle l'admission a été prononcée.

Il doit être pris en compte par les greffiers en chef lors de l'établissement des états de recouvrement délivrés en application de l'article 77 du décret du 2 avril 1996, pour le calcul du montant de la part contributive due par l'Etat.

Il est rappelé que la contribution de l'Etat versée à l'avocat et à la personne agréée qui prêtent leur concours au bénéficiaire de l'**aide juridictionnelle partielle** est celle qui est prévue respectivement par les articles 54 et 55 du décret susvisé affecté d'un pourcentage calculé en fonction du tableau annexé à l'article 58 du même décret.

2. Revalorisation du montant de la lettre clé pour la rétribution des avocats ou des personnes agréées effectuant des missions d'aide juridictionnelle en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

L'article 39 du décret n°93-1425 du 31 décembre 1993 dispose que la contribution de l'Etat due à l'avocat qui prête son concours au bénéficiaire de l'**aide juridictionnelle totale** est calculée en fonction du produit d'un coefficient par nature de procédure et d'une **lettre clé** dont la valeur « est égale au montant de l'unité de valeur de référence » fixée par la loi de finances en application de l'article 27 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

L'article 115 de la loi de finances pour 2007 fixe le montant de l'unité de valeur de référence à **22,50 € HT** au lieu de **20,84 € HT**.

Ces nouveaux montants s'appliquent à toutes les missions d'aide juridictionnelle achevées à compter du 1^{er} janvier 2007, quelle que soit la date à laquelle l'admission a été prononcée.

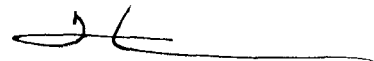
Il est rappelé que la contribution de l'Etat versée à l'avocat ou, à Wallis et Futuna, à la personne agréée qui prête son concours au bénéficiaire de l'**aide juridictionnelle partielle** est celle qui est prévue respectivement par les articles 39 et 40 du décret susvisé affecté d'un pourcentage calculé en fonction du tableau annexé à l'article 41 du même décret.

*
* *

Je vous prie de bien vouloir transmettre sans délai la présente circulaire à l'ensemble des magistrats et fonctionnaires concernés.

Je vous remercie de bien vouloir me faire connaître, sous le timbre du Service de l'accès au droit et à la justice et de la politique de la ville (Bureau de l'aide juridictionnelle), les difficultés que vous seriez susceptibles de rencontrer dans l'application de cette circulaire.

Le Chef du Service de l'Accès au Droit et
à la Justice et de la Politique de la Ville



Marielle THUAAU